



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 20 octobre 2020

N°305

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**FRANC SUCCES DES APPELS A PROJETS POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE
DES BATIMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DE « FRANCE RELANCE »**



Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics, se félicitent du succès des deux appels à projets lancés le 7 septembre pour définir et sélectionner les opérations de rénovation énergétique des bâtiments de l'État. Plus de 4 000 projets de rénovation pour près de 8 milliards d'euros ont été proposés par les équipes immobilière de l'Etat.

En choisissant de lancer deux appels à projets nationaux dès le 7 septembre, l'un pour les bâtiments de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'autre pour le reste des bâtiments de l'État, le gouvernement a privilégié la rapidité d'exécution de « France Relance ».

Au niveau régional, seront effectuées l'instruction et la sélection des projets de moins de 5 millions d'euros hors Ile-de-France et 8 millions d'euros en Ile-de-France. Les préfets de régions tiendront des Conférences régionales de l'immobilier public d'ici le 10 novembre pour décider des projets à retenir. Dans le cadre de l'appel à projets spécifique pour les bâtiments de l'enseignement supérieur, de la recherche et des CROUS, chaque conférence proposera une liste de projets au préfet et au recteur de région académique, liste qui, une fois validée par le préfet et le recteur, sera remontée au niveau national. Les préfets transmettront ensuite, sous 3 jours, les dossiers à la Direction de l'Immobilier de l'Etat qui en fera une synthèse.

Au niveau national, les projets de rénovation supérieurs à 8 millions d'euros en Ile-de-France et à 5 millions d'euros partout ailleurs - moins de 5% des projets - seront sélectionnés autour du 20 novembre lors d'une Conférence nationale de l'immobilier public présidée par Bruno Le Maire. La liste définitive des chantiers de rénovation à conduire sera arrêtée par le gouvernement avant le 30 novembre 2020.

Les projets seront retenus au regard de deux critères :

- leur impact sur la consommation énergétique ;

- la capacité des équipes porteuses des projets à lancer les travaux au plus vite au cours de l'année 2021.

Bruno Le Maire se félicite du succès de la première étape des appels à projets, avec un nombre record de rénovations proposées : grâce à la très forte mobilisation des porteurs de projets, plus de 4 000 projets ont été présentés pour un montant de près de 8 milliards d'euros concernant l'ensemble des régions du territoire métropolitain et ultra-marin.

Bruno Le Maire a déclaré « *Je me félicite du succès de ces appels à projets et de la diversité géographique et typologique des projets. Ils confirment que la Relance est bel et bien en cours de mise en œuvre. Avec une instruction et une sélection de près de 95% des projets au niveau régional, ils sont une illustration concrète de la priorité donnée à la déconcentration et la territorialisation de France Relance. Pour chacune des mesures du plan, l'objectif doit être une mise en œuvre effective rapide des projets. Aussi, j'ai demandé à la Direction de l'Immobilier de l'Etat d'engager sans délai toutes les simplifications nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de ces projets.*»

Les projets proposés pour l'enseignement supérieur et la recherche s'élèvent à plus de 3,7 milliards d'euros et ceux pour les autres bâtiments de l'État à près de 4,3 milliards d'euros. Ces montants ne tiennent pas compte des éventuels cofinancements. Outre les bâtiments de l'enseignement supérieur, de la recherche et des CROUS, les projets portent aussi sur des commissariats, des préfectures, des bases militaires, des palais de justice, des trésoreries ou des musées. Tous les ministères et tous les pans de l'action de l'État sont concernés. Un exemple par région des projets présentés (dont l'instruction et l'éventuelle sélection au titre du plan de relance sera effectuée dans les prochaines semaines) est présenté en annexe.

Les projets peuvent porter sur des actions dites « à gain rapide », c'est-à-dire présentant un fort retour sur investissement (contrôle, pilotage et régulation des systèmes de chauffage, modernisation des systèmes d'éclairage par la pose d'ampoules basse consommation,...), des travaux relevant du gros entretien ou du renouvellement des systèmes (isolation du bâti, changement d'équipements,...) ou même des opérations immobilières de réhabilitation lourde comportant d'autres volets que la rénovation énergétique (mise aux normes de sécurité et d'accessibilité, confort,...). Ces projets de rénovation vont ainsi de quelques milliers d'euros à plusieurs dizaines de millions pour les plus importantes.

Le succès de ces appels à projets, qui ont permis de préparer un tel volume d'opérations en un mois, s'explique par la mobilisation des équipes immobilières des universités et de l'Etat. Il est aussi le résultat des efforts entrepris depuis quelques années par l'Etat pour se doter d'une connaissance fine de son parc immobilier et pour exiger des ministères et des préfectures de région qu'ils se dotent d'une vision stratégique de leur besoin immobilier.

Une période d'examen des projets par les équipes de la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour les projets universitaires dont ils ont la tutelle, s'ouvre désormais. Cet examen bénéficiera de l'appui technique notamment des experts du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Il doit conduire à la sélection des projets qui ont le plus fort impact sur la consommation énergétique des bâtiments de l'État et que les équipes sont en mesure de conduire le plus rapidement possible.

« *Avec France Relance, nous allons pouvoir donner un important coup d'accélérateur aux projets de réhabilitation et de rénovation thermique de bâtiments universitaires et de recherche. C'est un message positif qui est envoyé à l'ensemble de la communauté universitaire et scientifique, avec des investissements conséquents qui vont permettre des gains de consommation énergétique sans précédent, et des répercussions positives sur nos émissions de gaz à effet de serre. Ces projets de*

rénovation thermique vont avoir un impact direct et immédiat sur la qualité de vie, de l'air, et d'accueil des étudiants, universitaires, chercheurs, enseignants, etc... de même que sur l'attractivité d'une ville, d'un territoire », a déclaré Frédérique Vidal.

Ces investissements vont à la fois permettre de soutenir le secteur de la construction en générant au niveau local de multiples chantiers bénéficiant à l'ensemble du tissu des entreprises du BTP, de toutes tailles, et de réduire l'empreinte énergétique des bâtiments publics en proposant une action rapide et significative sur les consommations énergétiques.

La loi d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) permet de remonter, jusqu'au 31 décembre 2022, le seuil de passation de marchés publics en procédure simplifiée pour les travaux jusqu'à 100 000 euros (le seuil général de dispense de procédure étant à 40 000 euros, et le seuil pour les travaux ayant été rehaussé à 70 000 euros depuis juin dernier jusqu'à juillet 2021). Pour permettre aux PME, en particulier du secteur du bâtiment, de bénéficier pleinement de la relance, le projet de loi ASAP prévoit que 10% des marchés globaux soient réservés aux PME.

Par ailleurs, comme le soulignait **Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics**, lors du lancement de la démarche d'appels à projet pour la rénovation énergétique des bâtiments publics, en conférence nationale de l'immobilier public du 7 septembre dernier : *« Les bâtiments sont responsables du quart des émissions de gaz à effet de serre en France. La sobriété énergétique des bâtiments publics de l'État, qui représentent environ 100 millions de mètre carrés, constitue donc une priorité majeure. Il s'agit aussi de moderniser les lieux de notre vie collective au bénéfice des usagers et des agents, dans un devoir d'exemplarité rappelé par la Convention citoyenne pour le climat ».*

Pour retrouver toutes les informations sur le sujet :

<https://immobilier-etat.gouv.fr/actualites/presentation-demarche-dappels-projets-renovation-energetique-batiments-publics-cadre>

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire 01 53 18 41 13 presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Frédérique Vidal 01 55 55 84 24 secretariat.communication@recherche.gouv.fr

Cabinet d'Olivier Dussopt 01 53 18 45 26 presse.mcp@cabinets.finances.gouv.fr

EXEMPLES DE PROJETS SIGNIFICATIFS PROPOSES POUR CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS :

Rénovation énergétique

Saint-Etienne



- # rénovation énergétique
- # isolation thermique par l'intérieur
- # remplacement des menuiseries extérieures, des radiateurs et VMC
- #rénovation du clos-couvert

Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Intérieur



766 m² SUN



Police Nationale

Calendrier travaux



Gains énergétiques attendus : estimations

112 000 kWhEF/an

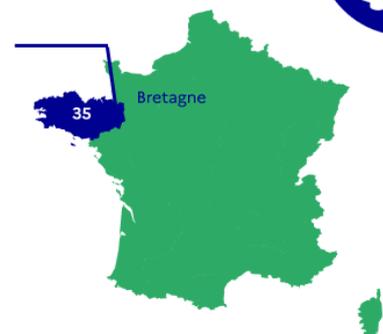
Coût projet :

2,8 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Rennes



ESR

- # isolation thermique par l'extérieur avec intégration des menuiseries
- # isolation en sous-face et isolation des toitures terrasse
- # ventilation

Bâtiment



enseignement



Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



1 1676 m² SUB



Etudiants de la faculté de droit de l'Université de Rennes 1

Calendrier travaux



Gains énergétiques attendus : estimations

915 000 kWhEF/an

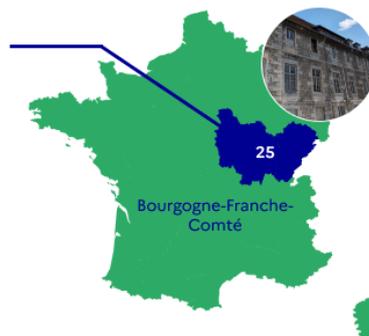
Coût projet :

10,4 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Besançon



- # isolation des combles, calorifugeage des canalisations
- # travaux de menuiseries extérieures et de charpente
- # remplacement d'équipements de chauffage et de vannes, mise en conformité de la chaufferie
- # brises soleil extérieurs, stores intérieurs, éclairage LED
- # renfort de bâti en sous-sol

Bâtiment



bureaux



Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion



4 004
m² SUB



Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE)

Calendrier travaux

Début

Fin

mars 2021

décembre 2023

Gains énergétiques attendus : estimations

328 000 kWhEF/an

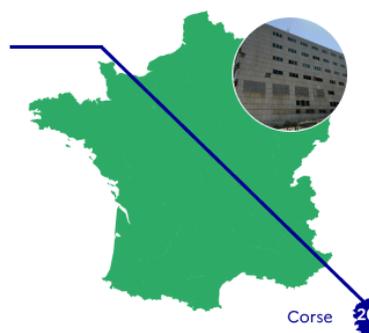
Coût projet :

1,5 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Bastia



- # rénovation des installations de distribution de chauffage, de ventilation : remplacement et calorifugeage des réseaux, remplacement des unités intérieures, remplacement des CTA, mise en place d'un système de supervision et de gestion des installations
- # ravalement des façades

Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Intérieur



4 057
m² SUB



Police nationale

Calendrier travaux

Début

Fin

décembre 2020

novembre 2021

Gains énergétiques attendus : estimations

154 000 kWhEF/an

Coût projet :

1,6 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Blois



renforcement de l'isolation des toitures terrasses
remplacement des systèmes de climatisations des amphithéâtres par un système de rafraîchissement intégré au centrale de traitement d'air

Bâtiment



enseignement



Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



4 982
m² SUB



INSA Centre-Val de Loire

Calendrier travaux

Début

Fin

octobre 2021

août 2023

Gains énergétiques attendus : estimations

54 000 kWhEF/an

Coût projet :

0,9 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Le Blanc



isolation thermique par l'extérieur avec matériau biosourcé
isolation thermique des combles avec matériau biosourcé

Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Intérieur



1 262
m² SUB



Etat-major du commandement du soutien opérationnel de la Gendarmerie nationale

Calendrier travaux

Début

Fin

juin 2021

octobre 2021

Gains énergétiques attendus : estimations

26 000 kWhEF/an

Coût projet :

0,4 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

rénovation de la verrière centrale au travers de son remplacement de l'enceinte pénitentiaire de la maison d'arrêt

Epinal



Bâtiment



enceinte pénitentiaire



Ministère de la Justice



8 917 m² SUB



Services administratifs

Calendrier travaux

Début

Fin

avril 2021

décembre 2021

Gains énergétiques attendus : estimations

86 000 kWhEF/an

Coût projet :

1,9 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

isolation des murs extérieurs
isolation du plancher bas
isolation de la toiture terrasse
remplacement des menuiseries extérieures
mise en place d'une VMC hygroréglable

Metz



ESR

Bâtiment



logements étudiants



Ministère de la Justice



3 670 m² SUB



CROUS de Lorraine

Calendrier travaux

Début

Fin

juin 2021

août 2023

Gains énergétiques attendus : estimations

414 000 kWhEF/an

Coût projet :

7,2 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Avesnes sur
Helpe



- # désamiantage
- # réhabilitation, notamment énergétique et environnementale, avec la rénovation d'une grande partie des réseaux est prévue
- # densification

Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Economie, des
Finances et de la Relance



2 860
m² SUB



Direction départementale des
finances publiques

Calendrier travaux

Début

Fin

T4 2021

T4 2023

Gains énergétiques
attendus : estimations

1 110 000 kWhEF/an

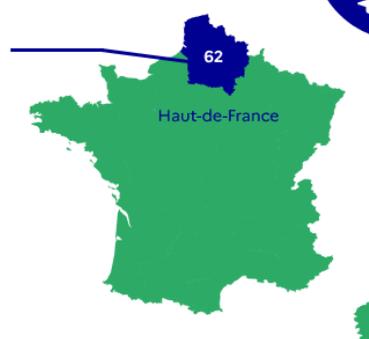
Coût projet :

5,9 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Béthune



ESR

- # remplacement de l'isolation des toitures terrasses
- # réfection des étanchéités

Bâtiment



enseignement



Ministère de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche et
de l'Innovation



8 607
m² SUB



Université d'Artois
IUT de Béthune

Calendrier travaux

Début

Fin

avril 2021

octobre 2022

Gains énergétiques
attendus : estimations

18 500 kWhEF/an

Coût projet :

1,1 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Evry



rénovation énergétique : isolation des planchers bas, rénovation des vitrages, réfection des toitures et des toitures végétalisées, remplacement de la GTC, rénovation électrique par la mise en place de LED
densification de la cité administrative

Bâtiment



bureaux



Multi-ministères



23 130
m² SUB



Services administratifs

Calendrier travaux

Début

Fin

décembre 2021

décembre 2023

Gains énergétiques attendus : estimations

3 287 000 kWhEF/an

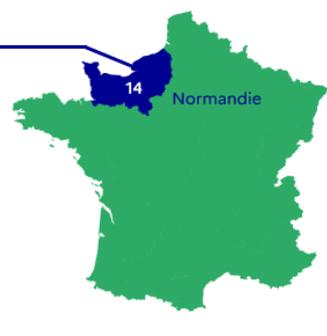
Coût projet :

22,7 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Bayeux



arasement des acrotères
pose d'une isolation par l'extérieur
recouvrement par panneau composite
suppression des ponts thermiques
remplacement des ouvrants par doubles vitrages en affleurement

Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance



1 825
m² SUB



Direction départementale des finances publiques

Calendrier travaux

Début

Fin

mars 2021

novembre 2021

Gains énergétiques attendus : estimations

167 000 kWhEF/an

Coût projet :

0,9 M€

montant estimatif

Réhabilitation lourde

isolation des façades, du plancher, des toitures-terrasses # remplacement des menuiseries, des chaudières, des réseaux de distribution, des émetteurs de chauffage et des luminaires
travaux de sécurité incendie
travaux de mise en accessibilité

Pessac



Bâtiment



logements étudiants



Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



2 066 m² SUB



Etudiants

Calendrier travaux

Début

Fin

décembre 2020

janvier 2023

Gains énergétiques attendus : estimations

724 000 kWhEF/an

Coût projet :

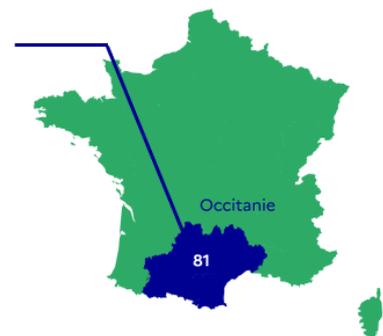
4,4 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

remplacement des fenêtres (problématiques d'étanchéité à l'air et à l'eau, et d'isolation thermique)
remplacement des chaudières
#amélioration du cadre de vie des agents

Albi



Bâtiment



bureaux



Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance



NC



Direction départementale des finances publiques

Calendrier travaux

Début

Fin

juin 2021

juin 2022

Gains énergétiques attendus : estimations

296 000 kWhEF/an

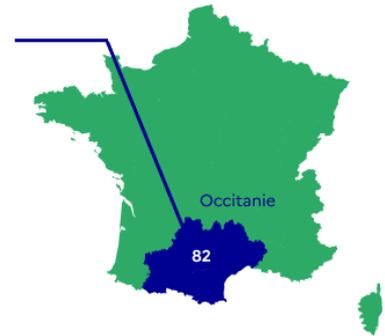
Coût projet :

0,8 M€

montant estimatif

Reconstruction

Montauban



- # démolition et reconstruction d'un bâtiment de type BEPOS
- # reconstruction permettant un regroupement de services de différents ministères

Bâtiment



bureaux



Multi-ministères



5 400
m² SUB



Services administratifs

Calendrier travaux

Début

Fin

décembre 2020

mars 2024

Gains énergétiques attendus : estimations

754 000 kWhEF/an

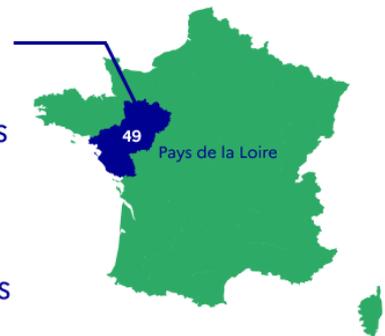
Coût projet :

15,3 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

Angers



- # isolation des murs / toitures, remplacement de fenêtres
- # relamping LED, mise en place d'une GTC et de compteurs d'énergie
- # mise en place de pompes à débit variable
- # installation d'une géothermie sur sondes et de capteurs photovoltaïques

Bâtiment



bureaux



Ministère de la Transition
écologique et solidaire



5 607
m² SUB



ADEME

Calendrier travaux

Début

Fin

juin 2021

juin 2022

Gains énergétiques attendus : estimations

613 000 kWhEF/an

Coût projet :

2,2 M€

montant estimatif

Rénovation énergétique

- # changement des menuiseries
- # isolation thermique par l'extérieur et réfection des étanchéités
- # passage en LED
- # amélioration de la chaufferie
- # rénovation des installations de traitement d'air

Nice



Bâtiment



enseignement



Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



25 456
m² SUB



Université - Côte d'Azur
Campus de Carlone

Calendrier travaux

Début

Fin

octobre 2021

octobre 2023

Gains énergétiques attendus :

estimations

2 000 000 kWhEF/an

Coût projet :

12,9 M€

montant estimatif